

# Appropriation des meilleures pratiques de la gouvernance participative: La PASCiB forme les partenaires stratégiques de Pacofide

*La Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) a organisé une formation destinée aux partenaires stratégiques de Pacofide sur les meilleures pratiques de la gouvernance participative. Pendant 72 heures, les participants auront l'occasion de se familiariser avec les principes et outils de la gouvernance participative afin de mieux mettre en œuvre leurs conventions respectives et leurs attributions régaliennes dans le secteur agricole.*



Le but principal de cette formation est d'encourager les partenaires stratégiques à adopter les meilleures pratiques de gouvernance participative pour la mise en œuvre réussie du Plan de travail budgétisé annuel (PTBA) 2023 du Projet d'appui à la compétitivité des filières agricoles et à la diversification des exportations (Pacofide). Le Président du Conseil d'Administration de la PASCiB, le Dr Aurélien Comlan Atidéglá, souligne l'importance de permettre aux participants d'utiliser ces outils et principes dans leur travail quotidien, ainsi que de valoriser leurs connaissances dans leur collaboration avec Pacofide. Après une journée de travail, il exprime sa satisfaction quant à la réactivité des participants et est convaincu que cette formation apportera une réelle valeur ajoutée à leurs compétences. Il recommande ainsi que le contenu de la formation soit étendu pour une meilleure gouvernance dans le secteur agricole.



Le  
Di  
re  
ct  
eu  
r  
de  
Ca  
bi  
ne  
t  
du  
Mi  
ni  
st  
èr  
e  
de  
l'  
Ag  
ri  
cu  
lt  
ur  
e  
de  
l'  
Él  
ev  
ag  
e  
et  
de  
la  
pê  
ch  
e

(M  
ae  
p)  
,  
le  
Dr  
Ag  
uê  
mo  
n  
Do  
ss  
a,  
ac  
ce  
pt  
e  
le  
s  
re  
me  
rc  
ie  
me  
nt  
s  
du  
pr  
és  
id  
en  
t  
At  
id  
ég  
la  
à

l'  
ég  
ar  
d  
du  
Mi  
ni  
st  
re  
en  
ch  
ar  
ge  
de  
l'  
ag  
ri  
cu  
lt  
ur  
e  
et  
fé  
li  
ci  
te  
l'  
en  
ga  
ge  
me  
nt  
de  
la  
PA  
SC  
iB

qu  
i  
es  
t  
dé  
jà  
co  
nn  
ue  
po  
ur  
so  
n  
so  
ut  
ie  
n  
au  
se  
ct  
eu  
r  
ag  
ri  
co  
le  
en  
fa  
ve  
ur  
du  
dé  
ve  
lo  
pp  
em  
en

t  
du  
ra  
bl  
e.

Cette formation arrive à un moment opportun, car le taux de décaissement pour le projet est encore de 21 % seulement des 180 millions de dollars mobilisés après trois ans de mise en œuvre. Ce chiffre est préoccupant, surtout que l'État béninois est en train de négocier un financement additionnel de 150 millions de dollars pour soutenir d'autres filières. Comme le projet Pacofide repose sur la collaboration, le Directeur de Cabinet demande aux partenaires stratégiques de Pacofide de redoubler d'efforts pour améliorer la qualité insuffisante des Termes de référence, ce qui affecte négativement le taux de décaissement. Il exhorte les partenaires à faire des sacrifices, car ils sont un maillon essentiel dans la chaîne de réalisation de ce projet. « Je compte sur vous pour atteindre les résultats escomptés », déclare le Dr Aguêmon Dossa. Il encourage chacun à s'appropriier les outils et à mettre en pratique les connaissances partagées lors de cette formation, afin d'être les terres fertiles qui permettront d'obtenir de bons résultats.

En effet, les enjeux de développement majeurs portés par Pacofide exigent une rigueur dans la qualité des services fournis et des résultats à obtenir. En tant qu'acteur clé assurant la veille citoyenne, la synergie et la cohérence des interventions de développement, le dialogue politique, le suivi et le contrôle citoyen ainsi que l'évaluation citoyenne, la PASCiB offre sa collaboration pour atteindre les résultats de développement escomptés. Elle s'engage également à promouvoir l'efficacité de l'aide dans le secteur agricole.

Il est important de noter que cette formation fait suite à celle organisée du 12 au 14 juillet à Parakou pour les partenaires de la région septentrionale, visant à sensibiliser

ces derniers à la notion et aux techniques de gouvernance participative par Pacofide.

---

## **Pêche durable au Bénin : CEMLAWS Africa et CCM à travers ECO BENIN renforcent les capacités des médias et des OSC**

*Dans le cadre de leur projet intitulé « Promouvoir les capacités locales pour faire face aux impacts déstabilisants des navires de pêche étrangers dans le golfe de Guinée et en Mauritanie », le Centre for Maritime Law and Security Africa (CEMLAWS Africa) et le Centre for Coastal Management (CCM) de l'Université de Cape Coast, en collaboration avec leur partenaire ECO BENIN, ont organisé un atelier de formation le 23 mai 2023 à Cotonou.*



Il s'agit d'un programme de formation et de renforcement de capacités pour les médias, les Organisations de la Société Civile du secteur de la pêche et les acteurs communautaires sur les activités et les impacts des navires de pêche en haute mer.

Le Préfet maritime du Bénin, le capitaine de Verseau Fernand Maxime AHOYO en ouvrant officiellement l'atelier a déclaré « L'atelier que nous entamons représente une occasion unique de rassembler les acteurs clés les médias, les organisations de la société civile et les acteurs communautaires qui jouent

*un rôle crucial dans la sensibilisation, la mobilisation et la mise en œuvre des mesures concrètes pour lutter contre les effets déstabilisant de la pêche ».*

C'est pourquoi, a-t-il souligné, cet atelier ne se limite pas à une rencontre ponctuelle mais qui marque un début de partenariat solide et durable. Il n'a pas manqué d'encourager les participants à établir des liens, à partager leurs expériences et à travailler ensemble pour assurer un avenir marin durable et plus efficace.



A noter que plusieurs présentations ont permis aux participants de mieux comprendre la situation actuelle de la pêche au Bénin et les défis auxquels elle est confrontée. Les sujets abordés comprenaient le secteur de la pêche artisanale et industrielle au Bénin, la gouvernance et la transparence dans le domaine de la pêche, le cadre juridique international régissant la pêche, ainsi qu'un aperçu de l'administration et de la gouvernance de la pêche au Bénin.

Parmi les défis du secteur de la pêche au Bénin, Herman Kasseau GANGBAZO, Chef du Service Aménagement et Gestion des Pêcheries à la Direction de la Production Halieutique, a souligné l'importance de mieux connaître les stocks de poissons, de lutter contre la pêche illicite (INDNR) et d'élaborer des plans d'aménagement et de gestion des pêcheries. Il a également souligné la nécessité d'améliorer le système de suivi statistique des pêches, de renforcer les capacités en matière de sécurité maritime, de surveiller les activités en mer, de contrôler l'accès aux pêcheries artisanales et d'immatriculer progressivement les embarcations.



***Des participants engagés et mieux aguerris pour***

## ***une pêche transparente et durable***

Zéphirin AMEDOME est Secrétaire Général de l'Union Nationale des pêcheurs marins, artisans et assimilés du Bénin. Cet atelier est pertinent à l'en croire car il permet de mieux outiller et bien informer les pêcheurs et assimilés de Kraké à Hilacondji sur les réalités de la pêche afin de freiner la diminution des ressources.

Quant au rôle des médias, Cécile GOUDOU KPANGON, journaliste à l'Office de Radiodiffusion et de Télévision du Bénin (ORTB), a souligné la nécessité d'accéder à l'information et de la rendre disponible à tous les acteurs et à la population.

*« Nos auditeurs, nos téléspectateurs et nos lecteurs ont besoin de savoir les ressources halieutiques dont dispose le Bénin, comment est-ce que le secteur se comporte ?, comment est-ce qu'on gère ces ressources ? »* a-t-elle laissé entendre avant d'ajouter *« c'est aussi un rôle de veille que nous avons à attirer l'attention des gouvernants sur les nécessités d'une meilleure gestion du secteur. »*

Les participants à cet atelier ont acquis des compétences et une expertise en matière de lois sur la pêche, ainsi qu'une meilleure compréhension des impacts de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) et des activités des navires de pêche artisanale. Aux termes de l'atelier des attestations ont été décernées aux participants. Gauthier AMOUSSOU, Coordinateur de l'ONG ECO BENIN, a exprimé son espoir de voir les médias fournir des informations sur la pêche et inonder l'espace public avec ces informations.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Journée mondiale des luttes paysannes: La défense des droits fondamentaux des paysans



La Journée mondiale des luttes paysannes est célébrée chaque année le 17 avril pour mettre en avant les luttes et les revendications des paysans et des travailleurs ruraux pour leurs droits fondamentaux, notamment le droit à la terre, à l'eau, à la nourriture et à la souveraineté alimentaire.

La journée commémore le massacre de 19 paysans brésiliens qui protestaient pacifiquement pour l'accès à la terre en 1996. Depuis, elle est devenue un événement annuel pour sensibiliser l'opinion publique sur les luttes des paysans et des travailleurs ruraux à travers le monde.

Les paysans et les travailleurs ruraux sont souvent confrontés à des défis tels que l'accaparement des terres, l'exploitation, la pauvreté, la marginalisation et la violence. La Journée mondiale des luttes paysannes vise à mettre en évidence ces problèmes et à promouvoir la prise de conscience et la solidarité envers les communautés paysannes et rurales.

La souveraineté alimentaire est un aspect clé des droits des paysans. Elle signifie que les communautés paysannes ont le droit de définir et de contrôler leurs propres systèmes alimentaires, en produisant des aliments sains et nutritifs de manière durable, et en ayant accès aux ressources nécessaires pour le faire. La Journée mondiale des luttes paysannes met en évidence l'importance de la souveraineté alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et pour

renforcer la résilience des communautés paysannes face aux changements climatiques et aux crises alimentaires.

En résumé, la Journée mondiale des luttes paysannes est une occasion importante pour célébrer les contributions des paysans et des travailleurs ruraux à la production alimentaire, et pour promouvoir leurs droits fondamentaux à la terre, à l'eau, à la nourriture et à la souveraineté alimentaire.

***Megan Valère SOSSOU***